

Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies

Jean-Marie Harribey

Mouvements, Société, Politique, Culture, n° 32, mars 2004, p.113-119

Les responsables politiques, les décideurs économiques et les observateurs quasi unanimes des media ont tous les yeux rivés sur les courbes de la croissance économique en croisant les doigts pour que, après trente années jugées calamiteuses, le monde puisse retrouver une croissance économique plus forte et surtout durable à la faveur de la révolution technique née de l'informatisation et de la communication. La « nouvelle économie » qu'ils avaient cru déceler dans la décennie 1990 a fait long feu, accompagnant dans sa chute la Bourse et ses promesses d'enrichissement mirifique, mais ils ont de nouveau bon espoir car les taux de croissance des derniers trimestres aux Etats-Unis les font rêver : 7 ou 8% en rythme annuel. Exprimant sans doute le sentiment général, Jacques Attali n'hésite pas à se poser en nouveau prophète au seuil de l'année 2004 : « Un agenda de croissance fabuleux »¹. Seuls « des aléas non économiques, par exemple une résurgence du SRAS » seraient susceptibles d'y faire obstacle.

La fuite en avant suicidaire

On ne peut que rester confondu devant tant d'aveuglement. Oubliées les contraintes énergétiques qui se renforceront au fur et à mesure que les ressources d'origine fossile s'épuiseront avant qu'on ait mis en œuvre des programmes axés sur les énergies renouvelables. Oubliée la raréfaction d'un grand nombre d'autres ressources naturelles ou bien leur dégradation comme celle qui atteint l'eau, l'air, les sols, etc. Oubliées les émissions de gaz à effet de serre qui condamnent au réchauffement climatique, à la modification du régime des pluies dans le monde et à l'élévation du niveau des océans noyant des régions entières aujourd'hui mises en culture, surtout dans les pays pauvres. Pour tous les idéologues de la croissance atteints de cécité, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'homme et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

L'éviction du réel physique du champ de vision dominant se double d'une éviction du réel social. Tous ceux qui se perdent en incantations à la croissance veulent ignorer les profondes mutations que le capitalisme a connues depuis plus d'un quart de siècle. Pour sortir de la crise de rentabilité qu'il avait subie à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le capitalisme a pris le tournant néo-libéral sous le régime duquel nous vivons maintenant. Cela lui a permis de rétablir ses profits mais d'une manière particulièrement violente : en imposant aux salariés du monde entier chômage, précarité, austérité, restrictions des droits, et en récusant toute régulation politique qui permettrait d'atténuer les chocs. Ce faisant, il bute sur ses propres contradictions : la croissance économique est anémique dans la plupart des pays développés et les remèdes administrés sont défailants. Les causes de la crise du capitalisme et de son modèle de développement ne sont pas dépassées parce qu'il est enfermé dans une triple impasse : financière car les exigences accrues des rentiers pèsent sur les décisions d'investissement en élevant le seuil à partir duquel celui-ci est envisagé, sociale car le modèle libéral du moins-disant social se révèle pervers et écologique car le productivisme atteint ses limites.

¹ . J. Attali, « Un agenda de croissance fabuleux », *Le Monde*, « 2004, l'année du rebond », 4 et 5 janvier 2004, Propos recueillis par S. Capel et L. Greilsamer.

Nous ne sommes donc pas seulement en présence d'une simple crise économique, classique dans l'histoire du capitalisme, mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Cette crise atteint, par voie de conséquence, les représentations dominantes, celles-là mêmes qui assuraient que le progrès humain serait nécessairement au bout du progrès matériel, au bout du développement économique que ce progrès matériel engendrait. Or, aujourd'hui le développement est en crise parce que le processus d'accumulation de richesses soumis au règne du profit entre en contradiction avec l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature qui permettraient à la vie en société d'être « soutenable », c'est-à-dire, tout simplement, supportable ou vivable.²

Dans ce contexte est né un engouement extraordinaire pour le mot d'ordre de « développement durable » ou « soutenable » depuis que l'ONU et, à sa suite, tous les gouvernements, chefs d'entreprises multinationales, ONG, économistes bien intentionnés, etc., en ont popularisé le concept : assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures. Qui ne peut souscrire à un tel programme ? Mais celui-ci est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance éternelle est supposée être compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »³, déclarait le rapport Brundtland en 1987. Ce postulat est fondé sur deux affirmations très incertaines.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que l'intensité en ressources naturelles requise par la production diminue avec le progrès technique. Autrement dit, on pourrait produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or, les faits sont têtus : la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement : « Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale. »⁴

La deuxième affirmation frappée d'incertitude est d'ordre social : la croissance économique serait seule capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer les cohésions sociales. Or tout porte à croire le contraire car la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. De plus, depuis quarante ans, alors que globalement le monde a connu un accroissement considérable de la richesse produite, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 à 1 à 80. L'approfondissement des écarts, aussi bien entre les pays riches et les pays pauvres qu'au sein même des pays riches, n'est pas étonnant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un profond chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite puisque l'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de

² . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; et *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

³ . Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve, 1987, p. XXIII.

⁴ . PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, Bruxelles, De Boeck, 2002, p. 28.

la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La faille principale des promoteurs officiels du concept de développement durable est leur incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle. En dépit des dégâts sociaux et écologiques, le développement durable que presque personne ne veut dissocier de la croissance fonctionne comme une drogue dure. Lorsque la croissance est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a pour la plupart fait naître – et qu'ainsi, plus grande est la dose, mieux le corps social s'en portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et est d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi l'*anémie* actuelle de la croissance ne doit-elle pas dissimuler l'*anomie* grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci est incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que celui du consumérisme, du gaspillage, de l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique et en fin de compte des inégalités. La drogue de la croissance est le nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation. Le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise était particulièrement prémonitoire⁵.

L'impasse du recul qui ne dit pas son nom

Comment alors s'opposer à la dérive de plus en plus dangereuse d'un système dont la logique d'accumulation impose une fuite en avant proprement suicidaire ? Les propositions de « décroissance » et de « sortie du développement » séduisent aujourd'hui quelques acteurs et théoriciens⁶ appartenant à la famille anti et/ou alter-mondialiste. Le développement est accusé d'être un « mot fétiche »⁷ selon Gilbert Rist et le développement durable est récusé comme étant un « oxymoron »⁸ selon Serge Latouche. Si l'on peut partager avec eux une grande part des critiques apportées à ce développement que nous avons connu jusqu'ici, leurs propositions ne sont guère recevables, à la fois pour des raisons théoriques et pratiques.

Trois raisons théoriques peuvent être invoquées. La première tient à la fragilité du concept d'Occident qui sert de soubassement à la critique anti-développementiste. Peut-on à la fois dénoncer l'Occident comme facteur de désintégration matérielle et culturelle des sociétés traditionnelles parce qu'il impose de force son développement et comme responsable du maintien d'une majorité de la population mondiale en dehors des fastes et des frasques du développement ? De plus, s'il est certain que l'Occident a imposé à tous les peuples de la terre une vision de l'avenir des sociétés qui ne pourrait passer que par le chemin qu'il a lui-même emprunté, on peut difficilement refuser toute idée de droits humains fondamentaux. Même si l'héritage des Lumières est encombré de mythes autour d'une certaine conception, souvent

⁵ . K. Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

⁶ . La plupart des auteurs de ce courant se réfèrent à N. Georgescu-Roegen, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2^e éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995. Voir S. Latouche, *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte, 1989 ; « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, p. 77-94 ; « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001 ; G. Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1996, 2^e éd. 2001 ; *L'Ecologiste*, « Défaire le développement, refaire le monde », n° 6, hiver 2001 ; *Silence*, « La décroissance », n° 280, février 2002.

⁷ . G. Rist, « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », in C. Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, 2003, p. 147.

⁸ . S. Latouche, « Le développement durable, c'est impossible », propos recueillis par F. Nicolino, *Terre Sauvage*, novembre 2002.

mécaniste, du progrès, il n'en reste pas moins une valeur essentielle que l'on doit tenir pour inaliénable : celle qui pose l'humain dans chaque être humain. Sans l'affirmation de cette valeur-là, la communauté humaine n'est pas possible et, au contraire, tous les pires excès jusqu'aux crimes contre l'humanité le deviennent. Donc, la critique de la domination occidentale est justifiée mais ne doit pas être confondue avec un relativisme culturel – qui paradoxalement serait érigé en absolu – car beaucoup de sociétés traditionnelles ont également connu des formes de domination exercée par des humains sur leurs semblables ou par les hommes sur les femmes. Réaffirmer le principe de droits universels ne signifie pas retourner à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. En effet, les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet politique d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « l'imaginaire universaliste des "droits naturels" » que critiquait Cornelius Castoriadis⁹.

La deuxième raison théorique qui peut faire douter de la pertinence de la posture anti-développementiste est qu'elle attribue l'échec des stratégies du développement au supposé vice fondamental de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre à cause des structures foncières. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie parce que celle-ci ne peut être différente de ce qu'elle est : une économie autre que celle qu'a construite le capitalisme ne peut exister. La rationalité de l'économie, au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit. L'amélioration de la productivité, même celle qui aurait pour but de réduire l'effort de l'homme ou la ponction sur les ressources rares, est assimilée à du productivisme¹⁰. En bref, il nous est dit que la chose économique n'existe pas en dehors de l'imaginaire occidental qui la crée. Au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie », « développement » dont l'usage nous est, à nous occidentaux, familier. Mais l'absence de mots équivaut-elle à l'absence d'une réalité matérielle, c'est-à-dire de la production des moyens d'existence ? La production est une catégorie anthropologique même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc « sortir de l'économie »¹¹ tout en prétendant réenchasser, « l'économique dans le social »¹² semble bien au moins aussi contradictoire que de faire la promotion d'un développement durable véritablement insoutenable parce qu'on n'en aurait pas changé ni les finalités ni le contenu.

⁹ . C. Castoriadis, *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Paris, Seuil, 1990, p. 193.

¹⁰ . La productivité du travail est le rapport de la production et de la quantité de travail nécessaire. L'accroissement de la productivité n'est pas nécessairement synonyme de productivisme s'il est utilisé pour réduire le temps de travail de chacun. Il ne dérive vers le productivisme que s'il est utilisé pour accroître indéfiniment la production et donc le niveau de vie matériel, sans RTT ou très peu. Dans ce cas, il est obtenu le plus souvent par une intensification du travail qui aggrave les conditions de celui-ci et il occasionne une ponction croissante sur les ressources naturelles avec la pollution en prime. Mais ces conséquences ne découlent pas mécaniquement de la recherche de gains de productivité ; elles résultent d'un choix d'utiliser ces gains pour promouvoir une croissance économique illimitée. Voir J.M. Harribey, « La productivité à bon escient », *Politix*, n° 757, 26 juin 2003.

¹¹ . S. Latouche, *Justice sans limites, Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Paris, Fayard, 2003, p. 275 ; voir aussi du même auteur *Décoloniser l'imaginaire, La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, L'Aventurine, Parangon, 2003, p. 168.

¹² . S. Latouche, *Justice sans limites, op. cit.*, p. 278.

La troisième raison d'ordre théorique de rejeter l'argumentation anti-développementiste relève de la logique la plus élémentaire. A la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme parce qu'il en a absolument besoin pour poursuivre son accumulation, les anti-développementistes opposent la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi¹³. Mais il s'agit de deux sophismes miroirs l'un de l'autre : la croissance veut faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro. Le principal théoricien en France de la décroissance, S. Latouche, semble d'ailleurs en être conscient puisqu'il écrit : « Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. »¹⁴ Or, si les mots ont encore un sens, dire que la décroissance n'est pas la diminution de la production est une tromperie. S. Latouche tente de sortir de ce piège en disant vouloir « sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance" ». Cela signifie-t-il que la production continuerait de croître et que ce ne serait donc point de la décroissance ? Ou bien qu'elle serait maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, S. Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les habitants de la terre est inadéquat : « En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance". »¹⁵ Mais subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres peuvent-elles accroître leur production, ou bien les sociétés de « non croissance » qui sont pauvres doivent-elles le rester ?

Toutes ces considérations théoriques nous mènent à d'autres plus pratiques mais non moins importantes. Tellement importantes qu'elles suffiraient à elles seules à rejeter les thèses précédentes. Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de mettre sur le même plan les six milliards d'êtres humains, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Il faut réaffirmer avec force que les populations pauvres ont droit à un temps de croissance. L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire est irrecevable¹⁶. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme et des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et il faudra créer des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous. Et tout cela représente de la production supplémentaire, c'est-à-dire de la croissance économique pendant au moins un certain temps. Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles.¹⁷ Il

¹³ . Silence, *Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Paris, Ed. Parangon, 2003.

¹⁴ . S. Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in Comelieu C. (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *op. cit.*, p. 127.

¹⁵ . S. Latouche, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003, note 11.

¹⁶ . S. Latouche répond ainsi à Christian Comelieu : « "Les maux du monde actuel, écrit Comelieu, sont dramatiques et nul n'est autorisé à les ignorer." Certes, mais ces maux, quels sont-ils ? Sont-ils les mêmes pour nous et pour le paysan africain, l'imam yéménite, le coolie chinois ou le guerrier papou ? Là où nous décodons "pauvreté matérielle" à partir de notre grille de lecture économique, le second verra la marque indubitable de la sorcellerie, le troisième le triste spectacle de l'impureté rituelle, le quatrième un dérèglement du ciel et le cinquième un problème avec les ancêtres décédés. [S. Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in C. Comelieu (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *op. cit.*, p. 131].

¹⁷ . Pour un approfondissement, voir le livre à paraître en 2004 sous l'égide d'ATTAC : *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*.

est donc parfaitement légitime de choisir de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le développement capitaliste sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation d'avant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable.

Sortir de la contradiction

A la racine des discussions évoquées ci-dessus figure une controverse entre ceux qui pensent qu'une différence existe entre croissance et développement et ceux qui voient dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. La difficulté provient du fait que la seconde position est assez simple à repérer puisqu'on la retrouve chez les partisans de la décroissance qui sont en même temps anti-développementistes, alors que la première position est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des économistes anti-libéraux. Les libéraux, notamment ceux qui officient dans les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis que les plans d'ajustement structurel ont provoqué les dégâts que l'on sait. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) est une imposture dans la problématique libérale dès lors que la croissance est considérée comme éternellement nécessaire et possible pour devenir une condition nécessaire et suffisante du développement. Les économistes anti-libéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme des années 1960-70, qui revendiquent eux aussi la distinction entre croissance et développement, ont beaucoup de mal alors à faire valoir qu'il est possible de la fonder puisqu'apparaissent aujourd'hui les dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance. Les adversaires de tout développement ont ainsi beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les distinguer, de les dissocier, *aujourd'hui comme demain*.

Comment sortir de cette contradiction ? Premièrement, en reconnaissant qu'effectivement le capitalisme nous oblige à considérer de fait la croissance et le développement comme une identité, c'est-à-dire à voir dans la première une condition nécessaire et suffisante, en tout temps et en tout lieu, du second, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement de la quantité de marchandises. Deuxièmement, en travaillant à fonder pour l'avenir – car aujourd'hui elle n'existe pas vraiment – une distinction radicale entre les deux concepts de croissance et de développement : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Par rapport aux enjeux d'équilibres sociaux et écologiques planétaires, la voie la plus raisonnable à long terme pour les pays riches est donc celle d'une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, d'une répartition primaire des revenus équitable, d'une baisse régulière du temps de travail au fur et mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance forte et d'inaugurer ainsi une ère de croissance consciemment ralentie préparatoire à un recul des productions inutiles ou dangereuses. Le mot d'ordre de décroissance, indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, est donc injuste et inefficace. D'abord parce que le capitalisme nous impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes

âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Il ne faut pas se laisser abuser par l'augmentation du PIB qui, parce qu'elle est évaluée monétairement, enregistre la croissance des activités de services dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle des secteurs industriels et agricoles. La nature de la croissance importe donc au moins autant que son ampleur. Les politiques macro-économiques doivent à l'avenir se fixer pour but d'organiser l'utilisation planétaire des ressources de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels et que les plus riches deviennent économes. Au sein de ces derniers, il convient de penser les politiques de court terme en fonction des transitions à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement. Cela passe non pas par une décroissance aveugle inacceptable pour une majorité de citoyens aujourd'hui mais par une décélération ciblée et progressive permettant d'enclencher les transitions au sein des processus productifs et aussi dans les têtes. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes qui en sont le support.¹⁸

Continuer à appeler *développement* l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de pollutions, de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, de désirs refoulés, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Réfléchir à l'utilisation différente des gains de productivité ne condamne pas plus à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste. A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur utilisation différente doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme de l'avoir pour mieux être et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l'appétit du capital est source d'une richesse incommensurable avec celle qui provient de la marchandisation du monde. C'est la raison pour laquelle on peut espérer qu'au sein du mouvement social qui lutte contre la mondialisation capitaliste les faux débats seront évités pour construire des convergences et aller vers une société économe et solidaire.

¹⁸ . Voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, 2^e éd. 2004.